L'ÉGALITÉ

« Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales » LÉNINE

1€ / 2€ en soutien
Abonnement annuel 15 / 20 €
N° 208 / JAN. - FEV. 2022
GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE
www.gaucherevolutionnaire.fr

COMBATTRE MACRON ET LES POLITIQUES AU SERVICE DES RICHES

VOTONS MÉLENCHON

TRAVAILLEURS, JEUNES, RETRAITÉS… UNISSONS-NOUS POUR : LA DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS, LA HAUSSE DES SALAIRES, ET UN EMPLOI POUR TOUTES ET TOUS !

L'heure des comptes a sonné pour Macron et les capitalistes en 2022 ! Il est temps d'en finir avec le président de la contre-révolution sociale ! Macron est un aventuriste politique, il a raflé l'Élysée en 2017, mais depuis, ces cinq dernières années, il a eu chaud aux fesses.

S'il a pu se maintenir, c'est par la tension politique, la violence, l'insulte contre les pauvres, les travailleurs, les jeunes… La répression et l'autoritarisme se sont renforcés partout contre celles et ceux qui résistent au gouvernement ou au patronat : syndicalistes, gilets jaunes…

Mais après deux ans de restrictions, les travailleurs et les travailleuses, dès qu'ils le sentent possible, entrent en lutte. Ces grèves sont isolées mais tournées vers un même objectif : reprendre un peu de tout ce qu'ils nous ont volé : salaires, conditions de travail, ou contre le management agressif.

L'absence de force politique de masse, et d'un programme défendant les intérêts des travailleurs, des jeunes et des retraités face au patronat et au gouvernement a été un frein considérable pour dégager Macron. Cette année, ça peut changer !

JLM : LA CANDIDATURE QUI DÉRANGE LES CAPITALISTES

La candidature de Jean-Luc Mélenchon pour la France insoumise - Union populaire est la seule candidature qui peut concurrencer Macron, Pécresse et les Zemmour et Le Pen et déstabiliser leur petit jeu.

Elle défend de nombreux points vitaux comme le blocage des prix, le développement des services publics, la hausse des salaires et des minima sociaux. Et elle combat, haut et fort, l'intolérance et le racisme des politiciens comme Zemmour, Le Pen ou Pécresse. D'autant qu'une politique raciste est déjà menée au gouvernement, Blanquer et Darmanin en tête, contre les migrants ou dans les quartiers populaires et contre les musulmans.

UNE CAMPAGNE UTILE POUR RENFORCER LE CAMP DES TRAVAILLEURS ET LES LUTTES

Dans les semaines à venir, les grèves et les luttes vont être nombreuses, elles doivent trouver un écho dans la candidature de Mélenchon. Un score massif pour JLM au premier tour serait d'abord une bouffée d'air. Et un point d'appui gigantesque à nos combats et à nos luttes pour pouvoir se débarrasser des Macron et Cie. Cela accélérerait l'ouverture d'un large débat pour la création d'un vrai parti de masse capable d'affronter le capitalisme pourri et de porter l'alternative qu'est le socialisme.

Et si Mélenchon arrivait au second tour, ce serait un électrochoc. Une frayeur pour les ultra-riches et les capitalistes… et surtout, pour les travailleurs et les jeunes, ce pourrait être un levier formidable pour aider à lutter, discuter des mesures à prendre et du programme pour en finir avec la dictature du profit et de l'exploitation, et la destruction de la planète et des ressources.

En soutenant massivement les luttes, en proposant de militer autour de ce programme largement, la campagne « Union populaire » pourrait inclure des dizaines de travailleurs et de jeunes, des syndicalistes et des partis et militants (PCF, NPA, LO) qui veulent accélérer la défense de nos intérêts face à la minorité de capitalistes. Rejoignez les militant-es de la Gauche révolutionnaire pour s'organiser dès maintenant et mener campagne dans les mois à venir à nos côtés !

LE COÛT DE LA VIE EXPLOSE, IL FAUT UNE LUTTE D'ENSEMBLE POUR LES SALAIRES !

PAGE 5

Les luttes des travailleurs, que ce soit dans le public ou dans le privé, sont très nombreuses. Des journées nationales de grève ont été appelées comme le 27 janvier, mais il faudrait une véritable campagne syndicale pour de meilleurs salaires et conditions de travail. Nos propositions !

MARTINIQUE, GUADELOUPE L'ÉTAT FRANÇAIS ATTISE LES TENSIONS

PAGE 5

NOS PROPOSITIONS POUR LA CAMPAGNE DE MÉLENCHON

PAGE 4

LA STAGFLATION NOUS GUETTE !

YANN VENIER

Après l'arrêt économique brusque de 2020, la reprise fut importante l'année dernière avec un taux de croissance à plus de 6,25 % en France. Cette reprise a été mondiale, avec un taux de croissance prévu par le FMI de 5,9 %.

Cependant, cette reprise a été accompagnée de pénuries dues à la forte demande de matières premières et à la désorganisation des chaînes d'approvisionnement, ainsi que par une flambée des prix (énergies, matières premières, produits agricoles et alimentaires).

Le ministre de l'économie et des finances, Bruno Lemaire, clame dans les médias que la reprise économique est forte et qu'elle le restera en 2022 avec une prévision à 4 % (3,6 % selon la Banque de France). Mais de nombreux économistes sont de plus en plus circonspects et parlent d'un risque avéré de stagflation, une situation caractérisée à la fois par la stagnation économique et par une forte inflation, avec pour conséquence une forte augmentation du chômage et de la pauvreté.

Les prix à la consommation ont augmenté, mais ils n'ont pas encore épongé l'augmentation des prix à la production (et au transport des marchandises) : 33,1% en Espagne, 22,1 % en Italie, 19,2 % en Allemagne et 16,3 % en France sur un an. Ces derniers devraient avoir une incidence importante dans les mois à venir sur la hausse des prix pour le consommateur, en particulier au niveau alimentaire. Par exemple, le cours du blé a augmenté de 30 % ; il y a des hausses similaires pour les produits laitiers, les fruits et légumes, etc. Dans la Zone Euro, dans certains pays comme l'Allemagne, le surcoût de production et de transport a déjà été répercuté par les distributeurs avec une hausse de 4,5 % des prix à la consommation. En France, cela n'est pas encore entièrement le cas grâce aux mécanismes de négociations des prix de la distribution. Mais il est à prévoir que les distributeurs refusent de continuer de rogner sur leurs marges dès le début de l'année.

> ***de nombreux économistes parlent d'un risque de stagflation, une situation caractérisée à la fois par la stagnation économique et par une forte inflation, avec pour conséquence une forte augmentation du chômage et de la pauvreté***

Une telle inflation, s'il n'y a pas de hausses générales des salaires – ce qui entraînerait une baisse des profits capitalistes – cela aura nécessairement un impact sur la consommation et la demande, et donc sur l'activité. Alors, les annonces d'un taux de croissance à 4 % seront peut-être démenties rapidement, le capitalisme étant limité par ses propres contradictions et limites, qui font peser sur la classe ouvrière et la majorité de population, en France comme à travers le monde, les conséquences de ce système qui ne satisfait pas les besoins sociaux de la majorité mais l'appétit de profits d'une infime minorité de parasites.

PÉNURIES ET HAUSSE DE L'ÉNERGIE

L'année 2021 a une nouvelle fois montré que rien n'est jamais simple dans le capitalisme. La reprise économique brusque de l'année dernière s'est accompagnée à la fois de pénuries de matières premières et d'une forte inflation, en particulier de l'énergie. L'INSEE a calculé que ça coûte en moyenne 64 euros de plus par mois par foyer – évidemment avec un impact réel sur les foyers les plus modestes. Ce n'est pas la misérable « prime inflation » du gouvernement qui va compenser cette hausse des prix, d'autant que l'énergie n'a pas été la seule ligne budgétaire à connaître la surchauffe.

LA VIE CHÈRE, IL Y EN A RAS-LE-BOL !

RACHEL

Les capitalistes aiment nous faire croire que la concurrence est bénéfique aux consommateurs. D'après eux, pour gagner les marchés, les entreprises doivent proposer des prix concurrentiels et cela tirerait les prix vers le bas. Mais c'est sans compter sur la tendance aux monopoles ou sur les ententes qui existent parfois entre patrons pour maintenir un certain niveau de prix.

Bref, cette théorie sur l'effet de la concurrence n'est qu'un vague mensonge... Ces concepts visent à nous faire croire que le capitalisme s'équilibrerait naturellement et serait le système économique le plus viable.

Mais c'est l'inverse ! Le capitalisme conduit à une concentration des richesses entre les mains de quelques uns. Ce qui laisse la grande majorité de la population dans une misère et une précarité croissantes.

Ces derniers mois, les prix grimpent sans que les salaires et les revenus suivent. Ce ne sont plus les fins de mois qui deviennent difficiles mais du début à la fin !

LES PRIX S'ENVOLENT, NOTRE POUVOIR D'ACHAT DÉGRINGOLE

Selon l'INSEE, l'inflation sur l'année 2021 a été de 2,8 % en France et de 4,4 % dans l'UE. Ces chiffres cachent de grandes disparités, avec des augmentations importantes sur des produits essentiels comme l'énergie (+18,6 % en un an) ou les pâtes premiers prix (+25 %). Et 2022 commence avec de belles annonces concernant de nouvelles augmentations : les timbres +4,7 % en moyenne, les péages +2 %, la taxe foncière +3 %, l'électricité +4 %, TER (dans le Grand -Est) +4 %, les mutuelles +7 à 10 %...

Nous sommes de plus en plus nombreux à voir nos conditions de vie impactées par cette hausse des prix : difficulté à se loger, à se chauffer, à manger sainement, à se soigner, limitation de nos activités, de nos déplacements... Tout cela alors que les richesses produites n'ont jamais été aussi énormes ! Les possibilités d'offrir une vie correcte à chacun sont là !

Face aux politiques à la botte des capitalistes qui conduisent à une situation sociale désastreuse, organisons la révolte et exigeons un contrôle démocratique des prix.

EXIGER UN CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE DES PRIX !

L'État intervient parfois, comme récemment pour le prix du gaz qui a été gelé jusque fin 2022. Il était temps ! L'augmentation était déjà de plus de 60 % en un an ! Ce blocage faisant râler les multinationales, le gouvernement leur a promis une aide financière de 1,2 milliards d'euros en compensation. Il les inonde d'argent public alors même que leurs bénéfices explosent : 2,3 milliards sur le 1er semestre 2021 pour Engie ; 4,6 milliards pour TotalEnergies rien que sur le 3ème trimestre ! Au final, ce sont donc bien les travailleurs qui paieront la facture de cette « compensation » d'une manière ou d'une autre.

Au lieu de laisser cette question aux capitalistes et aux politiciens à leur service, les syndicats et les associations de consommateurs, de locataires... doivent prendre part à la création de comités d'action pour fixer les prix. Par la discussion, ceux-ci pourraient les déterminer en prenant en compte les conditions de production (humaines et environnementales), l'essentialité du produit, le niveau des salaires et revenus...

LUTTER POUR LE SOCIALISME

Tant que les richesses et les moyens de production seront aux mains de capitalistes, c'est la recherche de profit qui guidera toute l'économie, non la satisfaction des besoins de tous. Seul le socialisme, par la mise en propriété commune des ressources et des richesses, ainsi que par leur gestion de manière planifiée et démocratique, permettra d'offrir une vie digne à chacun. Ce qui augmentera sous le socialisme, c'est la valeur de la vie !

VITE, L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES ET UN EMPLOI POUR TOUS !

Face au désarroi actuel et à la précarité croissante de pans entiers de la population, il faut des revendications qui puissent unifier la classe ouvrière dans la lutte pour défendre ses conditions d'existence. Ces revendications doivent être défendues par les syndicats ou les militants politiques, pour être reprises par l'ensemble des travailleurs et les plus précaires.

Parmi ces revendications, il faut bien évidemment revendiquer des augmentations de salaires maintenant. Mais ce ne sera pas suffisant. Il faut que les salaires soient indexés sur l'inflation ; lorsque les prix des produits de base ou les loyers augmentent, nos salaires doivent augmenter d'autant pour compenser ça. La désorganisation de la société des capitalistes ne doit pas impacter nos vies et nous mettre dans l'embarras !

De même, l'ensemble du travail doit être partagé. Le chômage, qu'il soit soi-disant « structurel » ou « conjoncturel » n'est pas un fait voulu par les travailleurs. À qui profite le chômage ? Combien de fois a-t-on entendu la phrase « si t'es pas content, il y a du monde dehors qui veut bien prendre ta place » ? Le chômage permet de maintenir les salaires au plus bas, tout en mettant les travailleurs sous pression pour les exploiter toujours plus. Face à cela, la classe ouvrière, avec ses partis et ses syndicats, doit porter la réduction du temps de travail de chacun, sans pertes financières ni flexibilité, et un emploi pour tous !

PEM

CONTRE MACRON ET LES CAPITALISTES, SOUTENONS L'UNION POPULAIRE, VOTONS MÉLENCHON

MATTHIAS LOUIS

Nous ne voulons plus de la politique de Macron et nous ne voulons pas de celle de Pécresse, de la fausse gauche du PS et EELV qui est la même sur le fond ; et encore moins de l'extrême droite de Le Pen et Zemmour. La candidature Mélenchon pour l'Union populaire est celle que les ultra-riches, et les politiciens et journalistes à leur service craignent le plus.

LA PRINCIPALE OPPOSITION À MACRON ET SES POLITIQUES

En effet, JLM et les députés LFI ont été la principale opposition politique aux mesures de Macron et le programme, l'avenir en commun, porte des propositions et des revendications qui sont à l'opposé de ce que les gouvernements font depuis des dizaines d'années. Avec Mélenchon, nous soutenons les luttes des travailleurs, l'embauche dans les services publics (notamment Santé et Éducation), la baisse du temps de travail pour faire reculer le chômage, la retraite à 60 ans,...

C'est pour cela qu'il a le plus d'attrait parmi les travailleurs et les jeunes qui en ont assez de se faire duper par des alliances sans principe avec des forces capitalistes comme le PS. Il est important de garder cette indépendance pour mener une véritable politique de justice sociale.

CONSTRUIRE UNE CAMPAGNE PAR ET POUR LES TRAVAILLEURS ET LES JEUNES

Les militant-e-s de la Gauche révolutionnaire ont décidé de faire campagne avec nos camarades insoumis et en appuyant les activités de la FI/Union Populaire. Nous refusons les attitudes sectaires. Même si nous ne sommes pas d'accord avec tout ce que JLM dit, nous pensons que, grâce au débat politique fraternel, l'on peut travailler ensemble dans le même sens : celui de s'attaquer aux vrais responsables de nos problèmes, les grands capitalistes.

C'est pour cela que nous éditerons aussi notre propre matériel, de manière indépendante, en développant nos axes : pas de salaires sous 1500 euros nets, pour des monopoles de service public dans la Santé, l'Éducation, l'Énergie, en expropriant/nationalisant les entreprises privées, et en faisant que ces services soient gérés démocratiquement par les travailleurs et la population…

Le plus important est qu'un fort score de Mélenchon encouragerait tous ceux qui luttent. Cela démontrera que nous ne sommes pas minoritaires dans la société, au contraire ! Et la présence de Mélenchon au second tour est une possibilité qui s'ouvre si la campagne se développe et qu'on arrive à mobiliser les travailleurs qui s'abstiennent.

> *Le plus important est qu'un fort score de Mélenchon encouragerait tous ceux qui luttent. Cela démontrera que nous ne sommes pas minoritaires dans la société, au contraire !*

Pour cela, il faut qu'elle soit combative, dénonçant clairement le capitalisme, affichant clairement notre volonté de changer cette société pour que cessent les injustices, les inégalités et les discriminations.

FAIRE UNE CAMPAGNE INSOUMISE ET RÉVOLUTIONNAIRE

Alors que beaucoup pensent s'abstenir de voter, ce qui va favoriser Macron, il faut une campagne qui se fixe comme objectif d'être un point d'appui dans la lutte pour renverser le capitalisme, et être le relai de la colère et des aspirations de millions de personnes.

C'est ce que nous vous proposons de faire avec nous, pour utiliser cette élection présidentielle pour rassembler notre camp, celui des travailleur-se-s et des jeunes, pour lutter pour une autre société, démocratique, tolérante et sans exploitation : pour le socialisme.

COMMENT FAIRE CAMPAGNE ? VIENS À NOS CÔTÉS !

Avec la situation sanitaire, il sera moins évident de faire de gros meetings comme en 2017. On doit faire campagne vers toutes celles et ceux qui veulent défendre et mettre en pratique le programme proposé par Mélenchon – qu'ils aient le droit de voter ou pas. Pour sentir notre force, il faut des manifs revendicatives qui avaient fait le succès des précédentes campagnes.

Ne nous limitons pas à l'élection, il faut soutenir les luttes mais surtout s'y impliquer et les développer, ce qui alimentera d'autant plus la campagne en faisant ressortir dans la société les préoccupations sociales, qui sont majoritaires, et sortir des faux débats sur la « sécurité » ou « l'identité ».

Quant aux jeunes, dont certains sont touchés via les réseaux sociaux, il faut aller vers eux, dans les lycées, les centres de formation, d'alternance et défendre fortement le droit de vote à 16 ans.

PS, EELV, PC : JUSQU'À L'ABSURDE POUR EXISTER

J. BABY

À l'approche de la présidentielle, les partisans de la Primaire Populaire veulent un candidat « unique à gauche » par peur de l'élimination de celle-ci au 1er tour. Mais de quelle « gauche » parle-t-on ?

Ces candidats ne défendent que quelques droits démocratiques (vote à 16 ans, égalité salariale, droit à l'euthanasie volontaire), déjà promis lorsqu'ils étaient au pouvoir. Mais sur le fond, rien de très différent avec Macron.

Montebourg est tellement « de gauche » qu'il a fait une proposition d'extrême droite : interdire aux travailleurs immigrés d'envoyer de l'argent à leurs familles ! Un discours raciste et faux : par leur travail et les impôts qu'ils paient (TVA, impôt sur le revenu…), les immigrés contribuent plus à la société qu'ils ne reçoivent.

Taubira, ministre sous Hollande, ne dit rien sur la politique à laquelle elle a participé : casse du droit du travail, répression violente des mouvements sociaux, 100 milliards de CICE offerts aux actionnaires. Déjà en 2002, elle voulait remplacer les cotisations sociales par l'impôt – dépouiller la Sécurité sociale – et réduire les impôts des plus riches.

Quant à Hidalgo, pour le PS, elle prend soin de ne formuler aucune mesure qui gênerait les grands patrons. Et pour cause, son parti est depuis longtemps un fidèle serviteur des intérêts des capitalistes, et Macron était ministre de l'Économie de Hollande...

L'ÉCOLOGIE SANS ANTICAPITALISME...

Jadot, comme Hidalgo, vante l'idée d'un ISF « climatique » : un impôt sur les émissions de gaz à effet de serre du grand capital financier pour « réinterroger le contenu de la propriété ». Mais pas la propriété privée des moyens de production elle-même. Les capitalistes pourront donc continuer à exploiter les travailleurs et se gaver de dividendes s'ils sont jugés « verts ».

Quant à Roussel, pour le PCF, il parle parfois des travailleurs, mais, hélas, c'est pour ensuite proposer une union de « toute la gauche », PS inclus donc, aux prochaines législatives.

Ces candidatures séparées pour tenter d'exister ne mèneront qu'à la même impasse que celle que nous avons connue avec Hollande.

LES PROGRAMMES DE LA DROITE

LUCIE MENDES

Pour les présidentielles 2022, les candidats de la bourgeoisie bataillent encore pour se récupérer des voix de tous côtés. Au bénéfice des ultra-riches qui ont ainsi plusieurs candidats.

Macron, bien que toujours pas candidat officiel, a largement commencé sa campagne présidentielle, à annoncer de nouvelles mesures et projets alors qu'il est à la fin de son mandat. Par exemple les nouveaux réacteurs nucléaires, les différentes réformes de la Santé, réformes de l'Éducation, du chômage, les attaques sur les retraites… Il assoit ses positions en tant que président « qui réforme ». Oui, mais en faveur des riches, les grands capitalistes qu'il arrose à coups de subventions, et à qui vont profiter ces différentes « réformes ». Pour les travailleurs et travailleuses, chômeurs, jeunes, retraités, migrants... cela va contre nos droits, continuant toujours à nous appauvrir. Macron profite aussi de la division qu'il crée, et du chaos organisé de la pandémie de Covid-19. Il vient en héros pour une partie de la population, qui a évidemment peur de ce virus mortel. Mais le criminel, c'est lui, qui coupe les budgets de la santé !

L'autre représentante de la bourgeoisie bien en avant dans les actuels sondages d'opinion, Valérie Pécresse, est aussi une libérale pure et dure ; mais à la sauce Les Républicains. Actuellement présidente de l'Île-de-France, elle a été ministre sous Sarkozy. Son programme comporte la suppression de 200 000 postes de fonctionnaires, et en ajouter 50 000 pour la sécurité défense. Aujourd'hui on a que 2 000 fonctionnaires inspecteurs du travail, pas assez de travailleurs Pôle emploi… : ce n'est pas en supprimer qui peut arranger la chose. Macron prend du terrain à la droite traditionnelle des LR, d'où la réaction de chercher à défendre un programme plus libéral, bien que toujours fermement raciste et anti-immigration. Mais aucun des deux candidats n'a une base réelle dans la population.

À l'extrême droite, les candidats Philippot ou Dupont-Aignan ne se détachent pas. Le parti créé par Philippot suite aux désaccords avec Marine Le Pen ne prend toujours pas son envol.

Candidats d'extrême droite qui stagnent et candidats libéraux déjà discrédités, même si Pécresse ou Macron gagnent l'élection, nous serons une majorité contre eux.

ASSEZ DES MORTS CHEZ LES MIGRANTS !

Des centaines de personnes meurent chaque année, que ce soit pendant la traversée d'une mer, de froid ou de faim – ce massacre n'a que trop duré !

DES CONDITIONS D'ACCUEIL INHUMAINES

En France (ou en Europe), les migrants se retrouvent parqués dans des campements, comme la célèbre « jungle » de Calais, où ils vivent donc dans des tentes, sont confrontés tous les jours au harcèlement policier, aux contrôles et aux expulsions. La nourriture manque, les soins médicaux aussi. Pas étonnant lorsqu'on sait que sur les 160 millions d'euros consacrés en 2020 à la gestion des migrants sur le littoral de la Manche et de la mer du Nord, 85 % ont servi à financer les forces de police, contre 15 % dédiés à la prise en charge sanitaire, sociale ou humanitaire des populations migrantes. Sans parler des Centres de Rétention Administrative, qui ressemblent à des prisons avec les mêmes problèmes que les campements.

Les pays européens se vantent d'être avancés, d'offrir à leur population un niveau de vie confortable et suffisant ; mais que vaut notre niveau technologique et industriel si nous sommes incapables d'accueillir les migrants venant des pays soi-disant « sous-développés » ? Macron et les politiciens, du PS à la droite, oublient trop souvent que s'ils sont là, ce n'est pas par choix, mais pour fuir la guerre, la misère causée dans leur pays par le capitalisme. Les patrons de multinationales n'ont aucun scrupule à exploiter les richesses de leur sol et la main d'œuvre à bas prix, mais que quelques migrants viennent en Europe, alors là non ; planquez les enfants, les méchants migrants arrivent !

SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS

Il faut absolument que cela cesse ! Pour un accueil digne, grâce à la réquisition des logements inhabités pour en faire des places d'hébergement, et plus de moyens dans les services publics de Santé, d'Éducation et de travail pour leur donner une vraie vie. Prenons dans les poches des riches pour financer cela ! Et luttons ensemble pour la régularisation de tous les sans-papiers, qui sont aussi des travailleurs exploités par le capitalisme.

■ ELEMIAH

COP 26 DE GLASGOW : ENCORE DE L'ENFUMAGE

Le bilan de la COP 26 est encore marqué par les grandes promesses. Afin de ralentir le réchauffement climatique, sans dépasser un seuil de +2°, seulement 82 pays sur les 196 présents visent la « neutralité carbone », 100 pays ont accepté de réduire les émissions de ce gaz à effet de serre d'ici à 2030, 120 pays se sont engagés à stopper et à inverser la déforestation d'ici 2030… Non seulement ces décisions sont loin d'être suffisantes, mais elles sont tristement hypocrites. L'accord de Paris sur le climat, ratifié par 188 pays lors de la COP 21, en 2015, n'a été respecté que par un seul pays, la Gambie.

Certains pays n'ont même pas participé à la COP 26, comme la Chine, le premier émetteur de gaz à effet de serre dans le monde ou la Russie (5e), et le Brésil avec Bolsonaro qui détruit intensivement la forêt amazonienne.

Ces gouvernements au service des capitalistes n'ont en réalité qu'une préoccupation : se servir de l'écologie pour créer de nouveaux marchés repeints en vert, en osant les pires absurdités, comme faire reconnaître le nucléaire comme « énergie verte » par l'UE pour le seul fait qu'il génère peu de CO2, malgré sa dangerosité… Pratique pour alimenter le marché de l'automobile électrique par exemple, et permettre à certaines multinationales de maintenir la tête hors de l'eau !

■ MATO

ALORS, IL EST PASSÉ OÙ L'ARGENT MAGIQUE !?

■ YOHANN BIS

Depuis la fin décembre, l'épidémie menace de nouveau des centaines de milliers de personnes en France. Ce rebond est dû à l'apparition du très contagieux variant Omicron, rejoignant Delta. Mais il a surtout été aggravé par une gestion catastrophique de la crise sanitaire par le gouvernement.

L'ÉPIDÉMIE EXPLOSE, MACRON-CASTEX-PHILIPPE-VÉRAN RESPONSABLES

Le premier constat qu'on peut faire, c'est qu'en deux ans d'épidémie, rien n'a changé. Les études scientifiques montrent que le masque FFP2 protégerait beaucoup plus, réduisant jusqu'à 80% le risque de contamination par rapport au masque chirurgical. Ces masques ne peuvent pas être distribués en grand nombre puisqu'il n'y a pas de production suffisante en France, comme les masques chirurgicaux il y a deux ans.

Incapables de prévoir quoi que ce soit, y compris que la population va chercher à se faire massivement tester pour les fêtes, les pharmacies ont été en pénurie de tests. Quelle réponse du gouvernement ? Donner son aval pour que les stocks soient captés par la Grande Distribution, pour le rendre « plus accessible » au détriment du conseil médical. Il s'agit surtout de laisser les multinationales faire des profits.

Le gouvernement continue de miser sur le vaccin, espérant que grâce à lui seul, la crise finira par passer. On parle alors de réduction du temps entre les rappels, de 3ème dose, 4ème dose, mais sans vaccinodromes. Déjà largement insuffisants, ils ont été fermés, avec cette menace « d'emmerder » avec le pass vaccinal, plutôt que de réussir à convaincre.

UNE CRISE LAISSÉE AUX MAINS DU PRIVÉ

Pas un centime d'euro n'a été versé pour renforcer l'hôpital public au travers de cette crise sanitaire, hormis les miettes du « Ségur de la Santé ». Au contraire, Macron et Véran ont fermé un nombre de lits record : 5 700 en 2021 ! Les membres de LREM peuvent verser leurs larmes de crocodile en parlant de la surtension dans les services de soins.

C'est à cause de la politique de casse du service public qu'on en est là. Des grèves éclatent partout ce mois de janvier dans les hôpitaux et les services publics. Les grévistes dénoncent le fait qu'ils ne peuvent plus prendre en charge correctement les patients. Nous leur apportons tout notre soutien.

Vaccins, tests, masques, purificateurs d'air, traitement médical, tout est laissé dans les mains des grands patrons capitalistes. Il est donc produit et vendu ce qui va rapporter des profits. Pas ce dont on a besoin et encore moins gratuitement.

OÙ EST PASSÉ L'ARGENT MAGIQUE ?

Des groupes comme Renault, qui a bénéficié de 5 milliards d'euros d'argent public et en a profité pour faire des réorganisations, couper dans les effectifs, et augmenter le temps de travail des ouvriers.

Air France, avec 7 milliards d'argent public, a supprimé 13 000 emplois et en a précarisé d'autres dizaines de milliers.

Macron avait dit à une soignante l'apostrophant sur le manque de moyens : « Il n'y a pas d'argent magique. » Non, pas pour l'hôpital, pas pour les services publics ou pour répondre aux besoins de la population ! Mais il y en a pour les capitalistes et leurs profits !

Au premier semestre 2021 il était annoncé 58 milliards de bénéfices au CAC 40. Le second semestre va sans doute suivre le même chemin. Les dividendes ont été sauvés sur le dos des travailleurs. De l'argent à prendre il y en a pour l'hôpital public, pour l'emploi, pour les services publics, pour les salaires… Il faut lutter pour reprendre ce qu'on nous a volé !

LYCÉE BLANQUER = LYCÉE INÉGALITAIRE !

■ CAMARADE LÉON

L'année 2022 commence avec une rentrée à l'arrache et un protocole sanitaire en déroute. Aucun moyen n'est mis en place pour faire face au virus, alors qu'il faudrait des purificateurs d'air, la gratuité des masques FFP2, plus de personnel pour avoir des classes avec 20 élèves maximum, du personnel soignant pour vacciner dans les établissements etc. Mais Blanquer préfère détourner l'attention sur la longueur des jupes et les fantasmes d'islamo-gauchisme…

LE BAC A DISPARU !

C'est le contrôle continu pendant 2 ans qui remplace le Bac, avec un système qui met les jeunes en compétition et où ceux en difficulté ne sont pas aidés. Avec le contrôle continu, ce qui compte ce sont les notes, pas ce qu'on apprend. Ils veulent nous préparer à être des travailleurs dociles : suivre des objectifs, être efficace et rentable… et surtout ne pas contester !

TOUTE L'ÉDUCATION ATTAQUÉE

C'est tout le service public de l'éducation qui est en destruction. Le gouvernement supprime des postes et le nombre d'élèves dans les classes augmente, il y a clairement moins de moyens et les établissements des petites villes et zones rurales sont mis de côté.

Tout cela crée une énorme pression pour les élèves, l'incertitude permanente, ainsi qu'un énorme flicage. Sans compter la situation des profs qui sont surchargés, jamais remplacés et le nombre de profs contractuels, moins formés et payés, qui ne cesse d'augmenter.

Macron vise un lycée public sans moyens, géré comme une entreprise, avec des proviseurs qui pourront recruter les personnels comme des salariés, c'est-à-dire une éducation sous le contrôle du marché, en fonction des intérêts des capitalistes.

Face à cette situation, il faut s'organiser et lutter :

> Stop aux attaques sur le Bac national Non au tri social dans l'éducation !

> Des études pour nous former et nous épanouir, pas nous formater !

> Des lycées à taille humaine (20 élèves max par classe) avec des moyens décidés démocratiquement par profs, élèves et personnels !

PARCOURSUP : MACHINE À SÉLECTIONNER !

L'ouverture de la plateforme Parcoursup rime avec angoisse pour la plupart des lycéens. On nous fait croire qu'on a le choix, mais en fonction des lycées, on ne peut pas choisir les spécialités qu'on veut. Les évaluations ne sont pas les mêmes en fonction des classes et des lycées. L'enseignement supérieur classe les lycées en fonction de leurs résultats, avec des malus pour les REP par exemple. L'année dernière, plus de 80 000 lycéens n'avaient pas d'affectation à l'issue de la première phase de Parcoursup. Beaucoup acceptent des filières qui ne leur plaisent pas. C'est un tel chaos que des entreprises en profitent pour vendre des « coachings Parcoursup » facturés jusqu'à 3 000 € !

L'objectif n'est pas de faciliter l'affectation des lycéens, mais de faire le tri ! C'est un algorithme qui fait la sélection et les lettres de motivation ne sont pas lues…

Non à Parcoursup ! Pour une inscription d'office dans la filière de son choix. Des moyens à la hauteur des besoins pour l'enseignement public !

MOBILISATION ET GRÈVE DU 27 JANVIER, UN PREMIER PAS !

■ MATHIEU JARDIN

Depuis l'automne, plusieurs secteurs de la classe ouvrière se sont mobilisés pour faire face aux attaques du patronat et du gouvernement : les Transdev, les Renault... ou encore les SAM qui luttent depuis 1 an contre la fermeture de leur usine dans l'Aveyron. Les agents du médico-social en action massive le 7 décembre et les sages-femmes qui font régulièrement des rassemblements revendicatifs. Les Leroy Merlin pour des augmentations de salaires. Les Nor Pain ont fait un piquet 13 jours et ils ont constitué un syndicat CGT. Les métallos et les retraités ont fait des démonstrations de leur combativité avec des dizaines de milliers de manifestants à Paris.

Depuis 2 ans, les entreprises sont sous perfusion d'argent public. Pour les grands groupes, c'est une aubaine : les entreprises du CAC 40 valorisent leurs actions à un niveau jamais atteint. La reprise économique de l'automne laisse un constat très amer, car les salaires ont complètement décroché par rapport au coût de la vie.

Patronat et gouvernement, pleins de mépris, annoncent la croissance économique et le besoin de main d'œuvre, et en face, c'est les conditions de travail qui s'aggravent et des salaires en baisse. Plusieurs couches de travailleurs sont prêtes à demander une plus grande part dans la valeur ajoutée, qu'ils produisent par leur travail.

CGT-FO-SUD… ont appelé à la grève interprofessionnelle du 27 janvier et c'est une bonne chose. Suffisamment préparée, une telle journée de grève peut être une démonstration de force de la classe ouvrière et un tremplin pour construire le rapport de force en mobilisant un maximum dans les entreprises. Le calendrier était plutôt bien fourni avec des dates intermédiaires en région ou dans des professions comme le médico-social le 11 janvier dans toutes les grandes villes, le 12 janvier avec les SAM à Paris, et dernièrement le 13 janvier dans l'Éducation nationale, et les luttes continuent de se développer dans les entreprises et les établissements publics. Il est nécessaire de faire des AG dans les boites comme moyen d'assurer la mobilisation, de distribuer massivement les tracts d'appel à la grève, et le jour même d'organiser des piquets de grève.

Les grèves sur les conditions de travail et les salaires peuvent se multiplier et doivent recevoir un soutien massif et prioritaire de la part des dirigeants syndicaux. Et les directions syndicales doivent proposer au débat avec les travailleurs une 2ème journée de grève, plus combative encore, en liant les salaires à la question de la hausse des prix, pour inviter l'ensemble de la population à y participer.

Au travers de nos luttes et journées de grève, les travailleurs et les syndicalistes doivent poser ouvertement la nécessité de dégager Macron et les capitalistes. Dès maintenant se pose le besoin d'une grève pour ébranler les capitalistes et aider les travailleurs à trouver le chemin qui nous en débarrassera. Le débat sur les salaires et les conditions de travail doit envahir la campagne présidentielle. Ce sont des thèmes que Mélenchon soutient, et il faut le pousser à en être plus bruyamment encore le défenseur. Ainsi, un fort score pour lui, voire sa présence au second tour, pourrait être un point d'appui pour redonner confiance à la classe ouvrière dans sa capacité à faire changer les choses.

En construisant ainsi les luttes des travailleurs et en développant leur présence centrale dans les élections, cela pourrait ouvrir de véritables perspectives de lutte contre le capitalisme et montrer la possibilité d'un gouvernement des travailleurs et travailleuses qui en serait issu, seul capable de mener une politique assurant la satisfaction des besoins de l'ensemble de la population.

DES SERVICES PUBLICS EN DANGER !

■ LC

Les médias ont les yeux rivés sur le nombre d'admis en réanimation dans les hôpitaux, preuve de l'importance pour la population d'avoir un service public fort de la Santé. La situation de l'hôpital a bien sûr une résonance plus forte que pour d'autres services publics, car chaque lit fermé peut conduire rapidement à une situation dramatique. Mais les besoins en service public sont bien plus larges. Les suppressions de postes dans le public ont des répercussions directes : un service Pôle emploi « déshumanisé » et déficient par manque de conseillers, des classes surchargées et parfois fermées faute de recrutement, une offre de services réduite dans une commune par manque de budget ou de personnels…

Recruter en masse dans tous les services publics est indispensable, tout comme gagner un budget qui garantit de bonnes conditions de travail et un service de qualité. Les conditions de travail et le salaire impactent la pérennisation des emplois et la solidité de la formation ; un emploi protégé permet de s'opposer aux impératifs financiers pour prendre en compte les intérêts des usagers. Avec un hôpital au bord du gouffre, deux fois plus d'infirmières manquent à l'appel et les difficultés de recrutement et les démissions chez les sages-femmes n'ont rien de surprenant : malgré 5 ans d'études c'est la profession médicale la moins bien payée.

Les luttes contre la politique de casse des services publics touchent tous les secteurs, de Pôle emploi à la Santé, en passant par l'Éducation et les territoriaux. Les salariés en grève et dans la rue ont conscience qu'un service public fort est un « rempart » déjà bien faible pour pallier aux fortes inégalités sociales bien loin des intérêts du privé. La seule logique du système capitaliste est celle du profit, et non la satisfaction des besoins et des attentes de la population. C'est à l'opposé d'un service public comme nous le défendons, avec une gestion collective et démocratique pour répondre aux besoins et attentes de la population.

ANIMATEURS EN GRÈVE !

■ RACHEL S

Le 19 novembre était une journée de lutte nationale pour l'animation périscolaire. Partout en France, les animateurs ont exigé de meilleures conditions de travail. Horaires entrecoupés, de 7 heures du matin jusqu'à parfois 18h30 et payés 5 heures par jour, parfois un animateur pour une trentaine d'enfants, ils n'ont souvent pas de contrats de travail, sont vacataires et n'ont pas accès aux congés payés, ni aux arrêts maladie…

Pour les animateurs de la ville de Saint-Étienne-du-Rouvray (à côté de Rouen), pas question de s'arrêter à une seule journée de grève sans rien avoir obtenu. Ils ont fait une Assemblée Générale, puis ont été reçus par la mairie où ils ont revendiqué des contrats de travail, la rémunération de leurs heures de préparation et la revalorisation du taux horaire, avec un ultimatum d'une semaine ! Après deux semaines de grèves tous les midis, des AG régulières, plusieurs rencontres avec la mairie (et ses manœuvres), un accord est passé pour le paiement de 2 000 heures (on revendique 10 000). Un comité constitué d'animateurs, représentants CGT et membres de la mairie, travaille autour de la mise en place des contrats. Si la municipalité ne tient pas ses promesses, la grève reprendra !

Il faut que nos revendications soient portées à l'échelle nationale pour que tous les animateurs voient leurs conditions de travail s'améliorer. Des moyens pour le périscolaire ! Assez de cette précarité insupportable qui met en danger les enfants !

RÉPRESSION ET POLICE AUX FRONTIÈRES SUR LES LIVREURS DELIVEROO

L'ubérisation du travail telle que le propose Deliveroo met en péril la condition des travailleurs, leur bien-être et leur dignité. Il est fréquent que les travailleurs sans-papierS se dirigent vers cette voie pour pouvoir espérer un revenu. Non seulement il existe un marché illicite proposant la location de comptes Deliveroo, ce qui conduit les sans-papiers à une vulnérabilité, mais il arrive aussi que régulièrement la police fassent des descentes sur les lieux de rassemblement des livreurs, à savoir la rue, pour distribuer des amendes et faire des contrôles d'identité. C'est ce qui a eu lieu les 7 et 9 janvier 2022 à Rouen, où il y eut près de 50 verbalisations et 5 livreurs sans-papiers livrés à la police aux frontières en vue d'une expulsion du territoire. Les verbalisations concernaient des faits assez ironiques pour des livreurs payés à la course telles que « conduite avec téléphone » ou « circulation sur la voie piétonne ». En plus des dégâts humains, il y a eu les dégâts matériels, des véhicules confisqués et mis en fourrière. Cette situation est inadmissible. L'entreprise se protège en délivrant des contrats d'auto-entrepreneurs, et se dédouane ainsi de toutes responsabilités vis-à-vis de ses travailleurs en situation précaire.

■ ROXANE BADII

LEROY MERLIN : UNE VICTOIRE QUI A REDONNÉ CONFIANCE

Il aura fallu deux semaines de grèves pour les travailleur-ses de Leroy Merlin pour gagner. Ils ont obtenu 65 euros bruts d'augmentation, à mi-chemin entre la proposition de la direction de 40 € et celle de 80 € des syndicats, et se sont arrangés pour étaler les jours de grève. Dans les magasins, la grève a surtout été les week-ends. Des piquets ont été tenus jour et nuit devant certains entrepôts. La grève n'a pas été partout suivie à 100 % mais elle a été bien organisée pour ralentir au plus l'activité, notamment avec le soutien des routiers et l'imagination des équipes syndicales.

C'était pour l'enseigne un mouvement historique, et pour beaucoup, leurs premières grèves. Malgré cela ils ont tenu bon et de nouvelles sections syndicales et syndiqués ont vu le jour pendant la grève, notamment à la CGT. Cela a également donné confiance aux travailleurs non-syndiqués dans la possibilité de gagner mais aussi à ceux des autres enseignes du groupe Mulliez comme à Décathlon, également en lutte sur les salaires !

IKEA : EN ROUTE VERS LE CONFLIT SOCIAL

Les travailleurs de Ikea ont été en première ligne depuis le début du Covid, surtout dans les entrepôts logistiques avec des salaires proches du SMIC. Ikea va augmenter ses prix de 9 % à cause de la crise du transport et la hausse du prix du bois, et cherche à rogner sur ses salariés : suppression des pauses et pressions pour réaliser les quotas de préparation de commandes. La situation est tendue sur le site de Châtres (77). La direction essaye de cacher de nombreux cas Covid. Depuis 2 ans, elle enchaîne les mauvais coups, en virant ou poussant au départ les managers qui ne vont pas dans leur sens, en virant des intérimaires… Le contraire des valeurs humaines que l'entreprise dit défendre. Attention au retour de flamme ! Après une première journée de grève d'avril 2021, la situation va sûrement se tendre à nouveau.

LE MÉPRIS ET LES « RÉORGANISATIONS » CONTINUENT À LA SNCF

La direction de la SNCF, main dans la main avec le gouvernement, continue la marche forcée vers la privatisation. Pour ce faire elle utilise tous les moyens à disposition. Divisions entre les cheminots - entre les contractuels et ceux qui ont le statut cheminot - réorganisations pour réaliser des « gains de productivité » (en clair, supprimer des postes surtout au niveau des plus bas salaires, dans les gares et la maintenance du réseau et des trains).

De récentes luttes ont permis des avancées partielles en termes de salaires et de recrutement dans quelques endroits. Il faut lutter tous ensemble pour un vrai service public du rail, avec un statut décent pour tous et l'absorption de toutes les structures actuelles (SNCF et du privé) au sein de la même entreprise sous le contrôle total des travailleurs.

■ PEM

TRAVAIL MUNICIPAL DE DÉCIDONS PETIT-QUEVILLY

Décidons Petit-Quevilly, soutenu par la FI et la GR, est le groupe d'opposition de gauche à la majorité PS-PCF-EELV à Petit-Quevilly (76), au nom duquel Leïla Messaoudi, une des dirigeantes de la Gauche Révolutionnaire, a été élue aux municipales de 2020.

Tout au long de l'année 2021, au conseil municipal comme dans la rue, nous avons continué d'informer et de mobiliser. Pour la défense concrète des services publics, l'information et la transparence, et la solidarité active des habitants et de leurs associations dans la lutte contre le Covid 19, pour l'aide aux habitants moins favorisés et aussi aux migrants.

Nous avons été les seuls à voter contre la casse du service public municipal. Nous avons soutenu les agents municipaux en bataille contre les 1607h et contre l'application de la loi Dussopt qui s'attaque aux conditions de travail et à la qualité des services publics, quand la majorité municipale PS, avec le soutien d'EELV, a décidé d'appliquer scrupuleusement l'augmentation du temps de travail au 1er janvier 2022. Les élus PCF de Petit-Quevilly se sont abstenus au lieu de rejoindre notre vote contre cette régression sociale.

Dans la lutte contre la pollution, nous avons joué notre rôle d'élus et demandé des comptes. Depuis 2019, Lubrizol est un sujet d'inquiétude régulier. Où en sont les plaintes contre la multinationale ? Qui doit payer ? L'information large à la population et sa mobilisation restent des axes cruciaux. Nous avons également refusé l'hypocrisie de la vignette Crit'Air qui touche les conducteurs des véhicules les moins favorisés.

Décidons Petit-Quevilly se tient prêt à jouer un rôle plus actif en 2022 avec toutes celles et ceux qui veulent construire la résistance face à ces politiques à l'opposé des intérêts de la majorité de la population, notamment dans les quartiers et villes populaires comme Petit-Quevilly.

CONGRÈS MONDIAL DU COMITÉ POUR UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE (CIO/CWI)

Le congrès du CIO, qui a lieu en janvier, est un moment central de la vie démocratique de notre organisation, où toute l'Internationale, avec l'ensemble de ses sections, discute précisément de notre analyse de la situation, des perspectives et quelles sont nos tâches et nos priorités.

C'est particulièrement vital d'autant plus que la situation mondiale est une gigantesque poudrière. La période ouverte par la crise du Covid a ouvert une toute nouvelle ère du capitalisme, encore plus instable et chaotique. Des mouvements de masse auront lieu dans la période qui vient, qui seront sans commune mesure avec ce qu'on a connu ces dernières années. Le congrès mondial sert donc à préparer les militants, politiquement, théoriquement, afin de tirer toutes les conclusions organisationnelles et pratiques nécessaires pour faire face aux bouleversements historiques qui s'annoncent.

JE SOUHAITE M'ABONNER À L'ÉGALITÉ

- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN .....15 €
- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN (SOUTIEN) .....20 €
- ☐ ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1 AN .....30 €

JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- ☐ RECEVOIR LA NEWSLETTER
- ☐ RENCONTRER UNE MILITANTE OU UN MILITANT
- ☐ REJOINDRE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

JE SOUHAITE SOUTENIR LA G.R.

- ☐ _____€ PAR CHÈQUE > À L'ORDRE DE VJE
- ☐ _____€ PAR VIREMENT > SUR LE COMPTE BRED
  N° FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

OU SUR : **WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR**

Coupon à retourner à :
Les amis de l'égalité,
82, rue Jeanne d'Arc,
Centre 166, 76000 Rouen

ou par mail à :
grcontact@hotmail.com

NOM / PRÉNOM:_____
ADRESSE POSTALE :_____
ADRESSE MAIL :_____
TÉLÉPHONE :_____

Nouvelle Brochure !

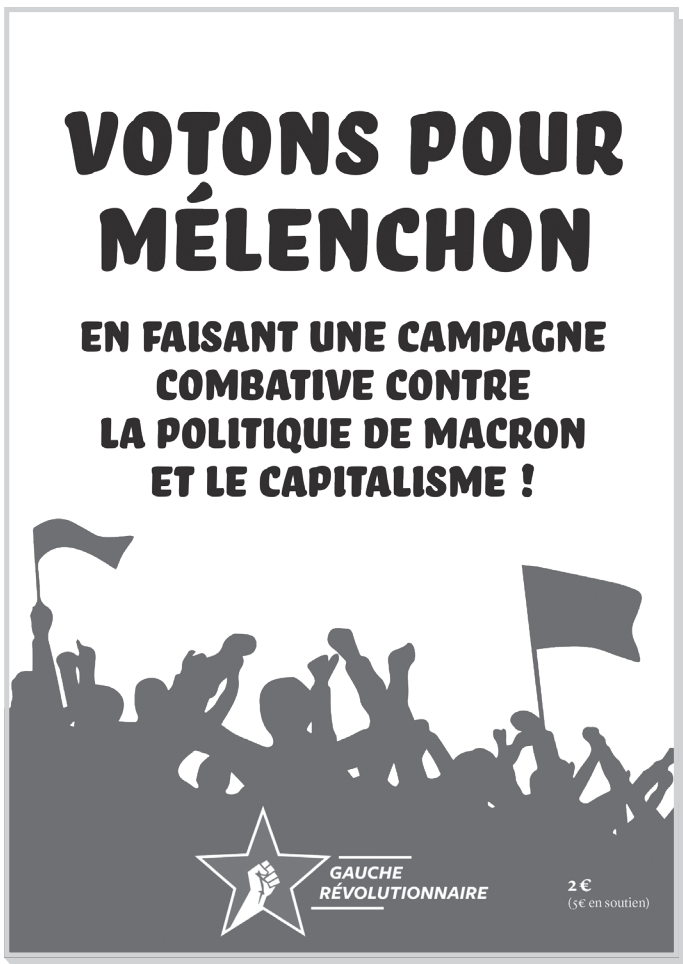
SOUTENONS MÉLENCHON ET DÉFENDONS UN PROGRAMME SOCIALISTE !

ELEMIAH

À l'occasion des présidentielles, nous éditons une nouvelle brochure : « Votons pour Mélenchon en faisant une campagne combative contre la politique de Macron et le capitalisme ». Elle est tirée d'un texte que nous avons voté à l'unanimité lors de notre conférence nationale de mi-novembre. Tu peux la retrouver sur notre site.

INSOUMIS ET RÉVOLUTIONNAIRES

Pour nous, soutenir la candidature Mélenchon ne signifie en aucun cas abandonner notre programme et la lutte pour le socialisme. Nous pensons au contraire que nous pouvons ainsi montrer comment aller plus loin, soulever des sujets comme les moyens donnés aux services publics, le statut des DOM TOM, les salaires, les conditions de travail, et en débattre.



D'une part pour forcer les autres candidats à clarifier leurs positions et débusquer ceux qui servent les intérêts des patrons, d'autre part pour clarifier notre programme et celui de la FI pour amener des travailleurs à notre cause et leur redonner confiance en leur pouvoir d'action. Ceux qui font tourner la société et qui peuvent changer le système, c'est eux !

QU'ATTENDRE DES ÉLECTIONS ?

Si Mélenchon obtient un large score ou passe au second tour cela signifiera que les travailleurs s'interrogent et pensent les propositions du programme réalistes et justes. Ce sera donc une période avec un potentiel fort pour les luttes sociales, parce qu'on ne pourra pas laisser cette colère et cet espoir de côté, il faudra des résultats concrets pour renforcer la confiance de la classe ouvrière.

Pour nous, quelque soit le résultat, nous continuerons de militer pour le socialisme au sein de la FI, de garder notre indépendance de parti et notre ligne politique.

L'élection présidentielle n'est qu'une élection. Ce n'est pas ce qui va changer la société mais c'est un moment de débat politique sur notre programme et le gouvernement que nous voulons. Elle intéresse des millions de personnes, et les questions sociales et économiques doivent y être débattues à une large échelle.

OÙ NOUS RETROUVER PROCHAINEMENT ?

Nous serons présents à certains meetings de Mélenchon, comme nous l'avons été pour celui du 5 décembre, avec un stand sur lequel on peut trouver notre journal et le reste de notre matériel. Nous tenons aussi régulièrement ces stands dans les villes où nous sommes présents, n'hésite pas à suivre nos Instagram ou Facebook locaux pour savoir où nous trouver si tu veux discuter ! Et si tu n'as pas moyen de te déplacer tu peux nous contacter sur nos réseaux sociaux.

Suivez-nous !

NOS RÉSEAUX SOCIAUX

Pour connaître et suivre l'activité et les analyses de la Gauche révolutionnaire au quotidien

Page Facebook :
Gauche Révolutionnaire
Compte Twitter :
@gauche_revo
Chaîne Youtube :
Gauche Révolutionnaire

Et nos comptes Insta locaux :
Gauche_Révolutionnaire_Paris
Gauche_Révolutionnaire_Rouen
Gauche_Révolutionnaire.Montel

www.gaucherevolutionnaire.fr

GUADELOUPE ET MARTINIQUE : SITUATION TOUJOURS TENDUE

■ VIRGINIE PRÉGNY

En novembre dernier, les Antilles ont été secouées par une grève générale. Au départ, les revendications étaient contre le pass sanitaire, et l'obligation vaccinale pour les soignants et pompiers. Les revendications ont vite fait ressortir les nombreuses difficultés sociales. La seule réponse de l'État a été la répression, par l'envoi de forces militaires sur place et les intimidations par l'arrestation de Elie Domota, leader syndical et politique. C'est avant tout une logique répressive et autoritaire qui préside à la gestion de la crise sanitaire, aux Antilles comme en Métropole.

Aujourd'hui, l'état d'urgence a encore été déclaré, un couvre-feu est en place et des confinements sont envisagés. Dans le même temps, les hôpitaux se préparent comme ils peuvent à une 5e vague, avec les même moyens insuffisants que lors de la 1ère (et moins de personnel, puisque les non-vaccinés sont suspendus). De pseudo négociations ont eu lieu, sans la présence de l'État et rien n'en est sorti.

L'ÉTAT FRANÇAIS RESPONSABLE DE LA SITUATION

La violence de l'État et son refus d'écouter les revendications enveniment la situation. Des soignants ont été pris à partie et bousculés. On ne peut soutenir de telles méthodes d'intimidation d'une minorité. Cependant, les politiques qui soutiennent le capitalisme (locaux et nationaux) sont responsables de ces tensions et jouent sur les divisions. La déclaration de Macron qui a « bien envie d'emmerder les non-vaccinés » ne peut que mettre le feu aux poudres.

Les non-vaccinés ne sont pas responsables du manque de personnel et de moyens dont souffre l'hôpital public. Le pass vaccinal n'empêchera pas le manque de moyens en réanimation. La seule doctrine que le gouvernement respecte depuis le début, c'est de ne pas soutenir les services publics. C'est pour cela que l'on connaît une telle crise.

Tous ceux qui étaient déjà fragilisés avant la pandémie ont été frappés encore plus durement. Aux Antilles, comme ailleurs, les travailleurs doivent répondre aux tentatives de division par la solidarité. C'est aux vrais responsables de la crise qu'il faut s'en prendre.

Luttons pour un plan d'urgence pour les départements d'Outre-Mer. Pour des moyens à la hauteur des besoins dans les services publics (santé, éducation, social, transports etc.). Non à la vie chère : pour des augmentations de salaire (les profits et dividendes ont explosé en 2021 !). Pour un emploi décent pour tous et toutes !

NOUVELLE-CALÉDONIE / KANAKY, UN RÉFÉRENDUM FAUSSÉ

■ LUCIE MENDES

Un référendum a eu lieu le 12 décembre 2021 pour déterminer si la Nouvelle-Calédonie / Kanaky allait être indépendante. Il était prévu par les accords de Nouméa, signés en 1998, d'en avoir 3 si les deux premiers étaient négatifs (Non à l'indépendance). Les résultats de 2021 ont été largement en faveur de rester sous la domination française (96,50%), cependant les scores sont faussés !

D'une part, il était prévu par les accords que pourraient voter seulement les habitants vivant depuis plus de 20 ans sur l'île : ça a été réduit à 10 ans. De fait, 3326 des 4205 nouveaux inscrits sur les listes électorales sont dans la province Sud (bastion de la droite colonialiste), les plus favorables au Non au référendum et qui avaient les meilleures conditions sanitaires pour aller voter. Ils ont également mené une campagne raciste et dégradante envers les Kanaks et les autres populations des îles, des Polynésiens, pour démontrer qu'ils ne pourraient pas avoir de système de santé correct sous l'indépendance, d'écologie, etc.

D'autre part, il y a eu 56,13 % d'abstention. Le boycott avait été appelé par le FLNKS (le Front de Libération National Kanak et Socialiste) car les conditions sanitaires et sociales ne permettaient pas de faire campagne dans de bonnes conditions ni d'avoir un référendum représentatif.

Les accords de Nouméa avaient été signés suite à de fortes luttes pour l'indépendance et le contrôle des ressources en Kanaky. Ces tensions sont toujours là aujourd'hui : la Nouvelle Calédonie est un enjeu géopolitique majeur, avec des ressources comme le nickel, et est enclavée entre la Chine, l'AUKUS (alliance Australie, Royaume-Uni et États-Unis) et la France de l'autre côté. L'impérialisme français a tout intérêt à garder la Kanaky sous sa coupe.

Les Kanaks doivent pouvoir décider des politiques menées sur leurs terres. Les Kanaks, les Polynésiens, doivent lutter et s'organiser ensemble dans une confédération socialiste des peuples de la région, pour organiser démocratiquement les ressources, et se débarrasser des impérialistes.

CHILI : VICTOIRE CONTRE L'EXTRÊME DROITE !

Le 19 décembre 2021, l'extrême droite a été vaincue au Chili. Gabriel Boric a remporté les élections avec 55,8 % des voix face au candidat d'extrême droite Kast, qui a eu 44,13 % des voix. Cette victoire écrasante s'est fait avec 1,2 million de personnes de plus ayant été voter par rapport au premier tour, dont un grand nombre de jeunes.

Cette victoire a lieu dans le contexte de la réécriture de la Constitution, héritée du dictateur Pinochet, par l'Assemblée Constituante. Cela a été obtenu grâce au mouvement social de masse de 2019 contre les politiques antisociales, puis un référendum en 2020. Boric soutient ce changement de Constitution et prend en compte certaines revendications.

Mais si le programme de Boric propose des réformes sociales comme la fin de la privatisation des services publics, l'augmentation du salaire minimum ou encore un système de santé gratuit, il ne remet pas en question la mainmise des capitalistes sur les richesses du pays. Nous saluons cette victoire contre l'extrême droite, mais elle ne sera pas suffisante. Pour s'en prendre à la source du problème, seule une prise de pouvoir des travailleurs par une révolution, qui mette en propriété publique et démocratique les principaux moyens de production, est la solution !

TURQUIE : BOMBE À RETARDEMENT ÉCONOMIQUE

L'inflation bat des records en Turquie avec +36,08 % sur un an, dont 13,6 % sur le seul mois de décembre – l'inflation la plus élevée depuis 2002, l'année de l'arrivée de l'AKP au pouvoir. Ce record s'explique par la politique de crédit très bon marché poursuivie par Erdoğan depuis plusieurs années déjà. Ces crédits endettent gravement les couches les plus précaires et contribuent à la dévaluation de la monnaie. La livre turque a perdu 45 % face au dollar et à l'euro en 2021, ce qui renchérit les importations.

Face à ce désastre économique, Erdoğan manœuvre, et a recours à une répression et un racisme terribles pour diviser la population. La Turquie est une bombe à retardement. Les principaux partis de gauche du pays (TIP, HDP, TKP..) doivent se saisir de la situation et encourager les luttes. Seule une lutte organisée et unie, unissant les travailleurs/étudiants dans leur ensemble sans distinction de religion, d'origine… pourra permettre de faire un pas vers le socialisme et de renverser le capitalisme et ses pantins de dictateurs.

■ DILAN KAFKAS

KAZAKHSTAN : RÉVOLTE CONTRE LA DICTATURE !

L'explosion des prix du GPL a été la goutte d'eau qui fait déborder la colère des Kazakhs début janvier ! Les larges manifestations sont férocement réprimées : arrestations, tirs, dizaines de morts… Le président Tokaïev est fantoche et Nazerbaïev tient en réalité les rennes du pouvoir depuis 1990 avec une poigne de fer ! Les oligarques se sont enrichis en exploitant les travailleurs. La Russie et la Chine ont des intérêts économiques énormes dans ce vaste pays d'Asie centrale. La Russie a envoyé des troupes pour aider le pouvoir en place, lequel craint pour la survie de son pouvoir, à tel point que l'augmentation du prix du GPL a été annulée et le gouvernement limogé. Mais les travailleurs kazakhs ne sont pas dupes ! La lutte doit continuer contre les capitalistes, pour former un gouvernement des travailleurs !

■ PEM

VICTOIRE DES PAYSANS EN INDE !

En août 2020, le président Indien, Modi, a voulu mettre en place trois réformes visant à libéraliser le marché agricole, en s'attaquant notamment aux prix garantis et aux stocks de produits de première nécessité. Cela aurait eu des conséquences désastreuses pour les petits paysans, qui n'auraient pas pu tenir face à la grande distribution.

Une lutte est initiée par quelques syndicats paysans et prend rapidement de l'ampleur. Le 26 novembre 2020, une grève générale nationale mobilise 250 millions de personnes ! Pendant plusieurs mois, le mouvement se poursuit ; s'élargit en mars, les ouvriers entrant en lutte aux côtés des paysans. Le réactionnaire ultra-capitaliste Modi finit par retirer ses réformes en novembre 2021, une victoire pour la lutte, qui aurait pu obtenir bien plus avec une direction réellement combative unifiée contre toute la politique de Modi et des capitalistes !

■ RACHEL S

L'ÉGALITÉ

1 € / 2 € en soutien
Abonnement annuel 15 / 20 €
N° 208 / JAN. - FEV. 2022
GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

CONTRE ZEMMOUR, LE PEN...
CONTRE LE RACISME !

■ CÉCILE RIMBOUD

Ces derniers mois, l'ambiance n'a cessé de se dégrader. Zemmour en particulier (mais aussi Le Pen et tant d'autres) passe son temps à vomir sa haine raciste, avec le soutien de l'ensemble des médias qui ne font que parler de lui pour faire grimper les audiences des chaînes de télévision et journaux, propriétés de groupes capitalistes.

C'est pratique pour Macron, car le débat des présidentielles est dévié sur des questions comme l'immigration et non sur des questions sociales. Mais dans la société, nous sommes majoritaires à refuser le racisme. D'ailleurs, les premières préoccupations des gens pour la présidentielle sont le « pouvoir d'achat » et la « protection sociale », pas la religion ou l'immigration !

DES PROGRAMMES TRÈS ANTISOCIAUX !

Le Pen axe sa campagne sur les « libertés » (sans dire lesquelles) et essaie de faire disparaître son discours raciste et anti-social. Elle veut paraître proche du « peuple » – difficile vu sa famille multimillionnaire. Elle dit être pour la retraite à 60 ans après 40 annuités de travail, mais uniquement si « les comptes » le permettent. Autant dire jamais. Le Pen est contre les services publics et veut accélérer leur démantèlement pour permettre aux entreprises privées de se saisir des marchés et faire du profit. Au Parlement Européen, elle vote pour toutes les déréglementations des « marchés » publics. Et elle est contre la hausse des salaires...

Le Pen et Zemmour parlent d'un « 13e mois pour les smicards », mais pas en salaire, ce serait via une baisse des cotisations sociales, autrement dit en nous faisant ensuite payer plus cher pour la Santé. Les grands capitalistes applaudissent car ce seront des milliards en moins pour les services publics, les retraites,… et donc des arguments en plus pour tout privatiser.

Zemmour agite le racisme tout le temps, surtout contre les noirs et les musulmans, en n'hésitant pas à inventer des chiffres pour faire peur. C'est aussi un sexiste et misogyne notoire (selon lequel les femmes sont des « machines à castrer » et pour qui le pouvoir doit « bien sûr » rester dans les mains des hommes…). Il a un programme ultra-libéral : suppression des quotas de HLM (donc empêcher les familles modestes de se loger), retraite à 64 voire 67 ans, baisses voire suppression d'impôts pour les entreprises et les ultra-riches… Bref, vers une société toujours plus inégalitaire. Il est un mélange du programme raciste de l'extrême-droite et du programme ultra-capitaliste de politiciens comme Fillon ou Sarkozy.

Ces deux candidats sont farouchement opposés aux syndicats, aux luttes des travailleurs et des jeunes, aux grèves, alors que c'est bien grâce à elles que nous avons nos services publics, un système de retraite solidaire, la Sécu… Ils font tout pour nous diviser. Le racisme est à la fois une arme de division, mais aussi un moyen d'opprimer toute une partie de la classe ouvrière, celle issue de l'immigration, pour la dissuader de lutter, et ainsi accroître l'exploitation et la domination de toutes et tous.

Au final, le rejet de l'extrême droite est si fort dans la population qu'ils vont servir, comme en 2017, à ce que Macron soit réélu sans la moindre difficulté. Ce sont les idiots utiles des capitalistes !

ON NE SE LAISSERA PAS DIVISER

Le gouvernement fait non-stop une propagande et une politique racistes, jusqu'aux discours des ministres Vidal et Blanquer sur le fantasme de « l'islamo-gauchisme ». Pécresse, candidate de LR, parle d'envoyer l'armée dans les « quartiers ». Et on se rappelle que sous le gouvernement PS-EELV de Valls-Hollande, la propagande raciste contre les musulmans battait son plein.

Au contraire, refusons de nous laisser diviser. Le racisme, ça ne profite qu'à la classe dirigeante ! Comme le disait le militant révolutionnaire Malcolm X : « Il ne peut y avoir de capitalisme sans racisme » ! Les syndicats, partis de gauche, etc. devraient appeler à des mobilisations et des manifestations contre le racisme et l'extrême droite, pour défendre l'unité des travailleurs, des jeunes, femmes ou hommes, quelles que soient leur couleur ou origine, et lutter pour une société débarrassée du capitalisme et de ce qu'il entraîne : racisme, sexisme, et discriminations.

Les militant-es de la Gauche Révolutionnaire sont prêt-es à participer à toute initiative en ce sens, et nous faisons campagne contre le racisme au quotidien : viens lutter avec nous, chacun-e doit prendre sa place dans la lutte !

Prenons dans les milliards de profits des grandes entreprises pour imposer : du boulot, un logement, des services publics de qualité, une éducation gratuite, pour toutes et tous !

Contre le capitalisme et le racisme, contre l'impérialisme et le néocolonialisme, pour le socialisme démocratique, une société démocratique, tolérante et fraternelle où l'économie sera en propriété publique et répondra aux besoins de toutes et tous !

★ **CONTRE LE RACISME, L'ANTISÉMITISME, ET L'ISLAMOPHOBIE**

★ **CONTRE LE SEXISME, L'HOMOPHOBIE ET LES AUTRES DISCRIMINATIONS**

★ **ASSEZ DES CONTRÔLES AU FACIÈS ET DES VIOLENCES PAR LA POLICE**

★ **POUR L'ÉGALITÉ ENTRE TOUTES ET TOUS !**

CE POUR QUOI NOUS LUTTONS

La situation de crise sociale et économique demande des mesures d'urgence : voici les revendications que la Gauche Révolutionnaire défend.

TRAVAIL, SALAIRE

► Un salaire décent pour toutes et tous : + 300 € d'augmentation ; pas de salaire sous 1 500 € nets.
► Zéro suppression d'emplois ! Embauches massives dans les services publics (Santé, troisième âge, environnement...) ! Baisse du temps de travail à 32h, sans perte de salaire et avec embauches équivalentes ! Pas de contrat précaire ou de temps partiel imposé ! Non aux ordonnances de Macron !
► Prenons dans les profits du CAC 40 (qui annonce distribuer encore 54 milliards de dividendes aux actionnaires) pour financer l'emploi, aider les artisans/TPE et PME. Ouverture des livres de comptes des grandes entreprises pour contrôler où va l'argent.
► Pas touche à nos retraites ! Retraite à 60 ans (55 pour les métiers qui l'exigent) après 37,5 annuités de cotisation. Pas une pension sous le SMIC !
► Pour la gestion démocratique de la Sécurité sociale par les travailleurs.

SANTÉ

► Arrêt des politiques de casse de la Santé et des services publics. Nationalisation, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population, de tout le secteur de la Santé (depuis les multinationales du médicament comme Sanofi jusqu'aux groupes privés de maisons de retraite/Ehpad comme Korian).
► Pour un monopole de service public de la Santé avec des moyens et des embauches à la hauteur des besoins définis démocratiquement.

ÉDUCATION

► De vrais moyens pour lutter contre la Covid dans les établissements scolaires (purificateurs d'air, masques FFP2...).
► Pour une Éducation publique, gratuite et de qualité pour toutes et tous, 15 élèves par classe max, embauche massive de personnel de la maternelle à lUuniversité, abrogation de Parcoursup, pour des facs gratuites et ouvertes à toutes et tous !

DROITS DÉMOCRATIQUES

► Non aux restrictions sur le droit de retrait et le droit de grève. Garantie du droit de manifester dans les conditions de sûreté déterminées par les organisations de travailleurs.
► Contre les violences policières et le racisme. Non au flicage et à la surveillance de la population.
► Contre toutes les discriminations (genre, origine, religion, orientation sexuelle, etc.)

LOGEMENT

► Un logement décent pour toutes et tous. Réquisition des logements vides. Aucune expulsion, nationalisation des groupes immobiliers pour mettre les logements à disposition de la population.
► Des moyens supplémentaires pour l'assistance sociale et l'aide d'urgence.

PRÉPARER UNE LUTTE DE MASSE

► Les confédérations syndicales doivent être les premières à défendre les travailleurs mis en danger, à faire campagne contre les ordonnances. Elles doivent préparer une lutte de masse contre toute la politique du gouvernement.
► Construction de syndicats combatifs dans tous les secteurs pour permettre aux travailleurs de lutter !

POUR UN NOUVEAU PARTI DE MASSE DES TRAVAILLEURS

► Des millions de jeunes et de travailleurs se sont mis en lutte ces dernières années contre les politiques qui détruisent nos vies et notre environnement pour les seuls profits des ultra-riches. Contre les capitalistes et leurs partis, il nous faut un parti à nous, un outil vivant et démocratique, ouvert à toutes et tous, travailleur-ses, syndicalistes, jeunes, retraité-es, pour pour pouvoir défendre un programme de lutte commun.

CONTRE LE CAPITALISME POUR LE SOCIALISME !

► Expropriation et nationalisation des 500 plus grandes entreprises, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population pour réorganiser démocratiquement l'économie en fonction des besoins de la population.
► Pour une société débarrassée de la dictature du profit et de l'exploitation, contre ce système qui ne crée que la misère et la guerre, et encourage le sexisme, le racisme, et les discriminations, luttons pour le socialisme par une révolution de masse !

CONTACTEZ-NOUS !

07. 81.32.75.89
CONTACT@GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR

FB : @GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE
TWITTER : @GAUCHE_REVO

LES AMIS DE L'ÉGALITÉ,
82 RUE JEANNE D'ARC,
CENTRE 166, 76000 ROUEN

WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR ★